

Université Abderrahmane MIRA de Bejaia

Faculté SECG

Département des Sciences Économiques

INTRODUCTION À ÉCONOMIE PUBLIQUE

L3 Économie Quantitative (2022-2023)

M. CHALANE Smail

CHAPITRE 1 :

L'État à l'épreuve de l'histoire de la pensée
et des faits économiques

OBJECTIFS

- 1) **Rendre compte de l'évolution de la conception de l'Etat dans l'Histoire de la Pensée Economique.**
- 2) **Retracer l'évolution historique de la place de l'Etat dans l'économie durant la période récente.**

INTRODUCTION

- De prime abord, il convient de rappeler que, de tout temps, **l'Autorité publique** n'a jamais cessé d'intervenir dans la **sphère économique et sociale**.
- Cependant, les **guerres de 1914 et de 1940**, ainsi que la **crise économique de 1929**, vont donner une **nouvelle légitimité aux interventions de l'Etat**.
- Cette **évolution du rôle de l'Etat dans le temps** est à mettre en parallèle aussi bien avec les **contingences de l'Histoire...** qu'avec **l'évolution de la pensée économique**.
- En effet, **l'Histoire de la Pensée Economique** est marquée par un débat permanent entre les **partisans du marché autorégulateur et d'une faible intervention de l'Etat** et les **partisans d'une régulation étatique de l'activité économique**.

INTRODUCTION

• Depuis l'avènement du **capitalisme** et de la **révolution industrielle** dans le courant du **XVIII^e siècle**, on peut distinguer au moins **quatre (4) théories économiques de l'État**, qui ont eu une **existence bien réelle** à différentes périodes de l'Histoire contemporaine... **en s'écartant toutefois – plus ou moins – du modèle théorique originel :**

- 1) L'État minimum (ou l'État gendarme)** qui correspond aux théories classique et néoclassique ;
- 2) L'État providence** qui correspond à la **théorie keynésienne** ;
- 3) L'État néolibéral** qui correspond principalement à la **théorie monétariste** ;
- 4) L'État collectiviste** qui correspond à la **théorie marxiste de l'État**.

1. LES THÉORIES CLASSIQUE ET NÉOCLASSIQUES DE L'ÉTAT :

L'État gendarme

1.1 L'État minimum

- Selon la **théorie libérale** de la « **main invisible** » d'Adam **SMITH**, la poursuite des intérêts individuels débouche nécessairement sur le bien-être collectif dans le cadre d'une **économie de marché** qui se régule **automatiquement**.
- En conséquence, l'**intervention de l'État dans l'économie** doit être limitée aux fonctions de « **l'État minimal** » ou de « **l'État Gendarme** » :
 - **La protection des individus** : Armée, Police, Justice.
 - **La protection des marchés** : droit de propriété, lois anti-trust...
 - **La prise en charge des infrastructures non-rentables indispensables à l'économie** (routes, canaux de navigation, service postal, réseau de télécommunications, etc.) car :
 - ✓ **Leur consommation est collective ;**
 - ✓ **Leur coût marginal est nul ;**
 - ✓ **Aucune entreprise privée n'est prête à les fournir.**

1.1 Un État minimum

État-gendarme

Sécurité
intérieure

Sécurité
extérieure

Consommation
collective

- L'État-gendarme se limite aux **fonctions régaliennes** et à la fourniture d'un certain nombre de **consommations collectives**.
- Dans l'HPE, l'État gendarme correspond à la vision **classique** et **néoclassique** du rôle de l'État, ayant prévalu jusqu'au milieu des années 30".

1.1 Un État minimum

Le rôle de l'État pour les Néo-classiques

1) Faire respecter les règles de base

- **L'État gendarme au sens strict**
 - Police, Justice, Défense
 - Protection du droit de propriété privée
- **Le gendarme de la concurrence** (lois anti-trust)

2) Palier aux trois défaillances du marché

- **Les monopoles naturels**
- **Les biens publics**
- **Les externalités**

1.2 L'État gendarme dans l'Histoire

- **Au cours du XIX^{ème} siècle**, l'État s'est grandement conformé aux principes préconisés par les libéraux :
- a) **Le poids de l'État dans l'économie reste faible** : Les dépenses publiques n'excèdent pas **10 à 12% du PIB**, soit un niveau inférieur de 3 à 5 fois au niveau actuel.

Dépenses publiques en % du PIB

	1870	1913	1920	1937
France	12,6	17,0	27,6	29,0
Royaume-Uni	9,4	12,7	26,2	30,0
Etats-Unis	7,3	7,5	12,1	19,7
Moyenne Ocde	10,7	12,7	18,7	22,8

(Source : Source: Vito Tanzi et Ludger Schuknecht, Ocde 2007)

1.2 L'État gendarme dans l'Histoire (suite)

b) La structure des dépenses publiques est bien conforme aux fonctions de l'État-Gendarme : La **défense**, l'**ordre public** et les **transports** (surtout avec le développement du réseau de chemins de fer) représentent plus de la moitié des dépenses publiques.

Structure des dépenses publiques de l'Etat central (en %)

	1880	1920
Administration générale (justice, diplomatie...)	19,4	14,4
Défense, police	26,2	41,4
Transports, communications	13,4	11,6
Education, culture, recherche	3,8	3,7
Action sociale, santé, emploi	0,5	3,5
Action économique	0,8	0,4
Logement, urbanisme, environnement	1,7	2,3
Service de la dette	34,2	22,7
Total	100,0	100,0

1.2 L'État gendarme dans l'Histoire (suite)

c) L'État a adopté un certain nombre de lois favorables à la concurrence :

- ✓ **sur le marché du travail** (la loi le Chapelier de 1791 interdit les coalitions, c'est-à-dire les syndicats et les corporation),
- ✓ **sur le marché des biens** (le *Sherman Act* de 1890 interdit les monopoles aux États-Unis),
- ✓ **et en faveur du libre-échange** (abolition des « *Corns Laws* » en 1846 permettant la libre entrée du blé américain en Angleterre).

2. LA THÉORIE KEYNÉSIENNE DE L'ÉTAT : L'État providence

2. L'État-Providence

- Déjà à partir de la **deuxième moitié du XIXe siècle**, l'Etat a été obligé de **transgresser les principes libéraux** pour **compenser les défaillances du marché** :
 - **il se substitue à l'initiative privée en impulsant le démarrage économique** (le protectionnisme éducatif en Allemagne ; la réforme du Meiji de 1868 au Japon) ;
 - **ou il compense les excès du libéralisme** (reconnaissance du droit de grève en France en 1864 ; les assurances sociales de Bismarck en 1883).

2. L'État-Providence

- Cependant, c'est véritablement à partir de la **Première guerre mondiale (1914-18)** qu'on constate une **forte augmentation de l'intervention de l'État dans l'économie**, qui s'est faite en trois étapes :
 - a) **La première guerre mondiale double la part des dépenses publiques dans l'économie.** Mais, les politiques libérales des années 1920 font revenir le poids de l'État à un niveau sensiblement égal à celui d'avant-guerre.
 - b) **La crise de 1929**, avec son cortège de **faillites d'entreprises** et de **chômeurs**, oblige l'État à intervenir massivement. Les **dépenses publiques** représentent alors près de **25% du PIB**. Pour la première fois dans l'Histoire, elles augmentent **plus vite que le PIB**.
 - c) **La mise en place de « l'État Providence » ou « Welfare State » durant les Trente glorieuses** (de la fin de la seconde Guerre Mondiale au milieu des années 70") a provoqué une **forte augmentation des dépenses publiques**. Le poids de l'État approche désormais **la moitié du PIB** dans les pays développés, à l'exception des États-Unis.

2. L'État-Providence

- La notion d'État-Providence a deux sens :
 - **Au sens large** : il s'agit de **toutes les interventions économiques et sociales de l'État.**
 - **Au sens étroit** : il s'agit uniquement de l'intervention de l'État dans le **domaine social**, particulièrement à travers le **système de protection sociale.**
- **Le champ des interventions de l'État s'est donc considérablement élargi !!!**

État-Providence

Régulation conjoncturelle de l'économie

Redistribution des revenus + Protection Sociale

Production de services non marchands

2. L'État-Providence

- Aujourd'hui, la part des interventions attribuables à l'**Etat-Providence**, avec les **dépenses économiques** (soutien aux entreprises, recherche, transport...) et les **interventions sociales** (emploi, éducation, santé, prestations sociales...), **dépassent largement les 50% des dépenses publiques**.
- Cependant, ce ne sont pas les dépenses de l'**Etat central** qui sont responsables du **poids accru de l'Etat dans l'économie**, mais bien la **forte croissance des dépenses de la Sécurité Sociale**, dont les dépenses représentent plus d'un quart du PIB dans la plupart des pays.
- En définitive, les **prélèvements obligatoires** (impôts + cotisations sociales) **ont augmenté plus vite que le PIB** et représentent **plus de 40% du PIB** dans la plupart des pays développés.

3. LE PARADIGME NÉOLIBÉRAL DE L'ÉTAT : L'État néolibéral

3. L'État néolibéral

Une brève histoire du néolibéralisme

- Le néolibéralisme est une **doctrine politique et économique**.
- Initialement formulée pendant les années 1940 et 1960, cette doctrine a pris véritablement son essor au début des années 1980 lorsque des **formations politiques conservatrices** vont utiliser ses principes en vue de les transformer en programmes politiques (**Thatcher** au Royaume-Uni, **Reagan** aux États-Unis... et **Pinochet** au Chili).
- **Friedrich von Hayek** et **Milton Friedman** constituent les deux principales figures intellectuelles associés à ce courant idéologique.
- Sur le plan théorique, la doctrine néolibérale s'inspire très largement de la **théorie monétariste** formalisée par Milton Friedman à la fin des années 1950.



3. L'État néolibéral

Le néolibéralisme comme « révisionnisme »

- L'analyse repose d'abord sur l'idée que la **grande dépression des années 1930** n'a pas été causée par les **excès du capitalisme**, mais par **les premières interventions de l'État qui auraient perverti les mécanismes de l'économie de marché**.
- De même, la **crise économique des années 1970** est interpréter comme une **conséquence du « dirigisme étatique »** qui a prévalu depuis la seconde Guerre Mondiale.
- Selon cette conception, **l'Etat doit jouer un rôle limité et laisser une large place au marché**.

3. L'État néolibéral

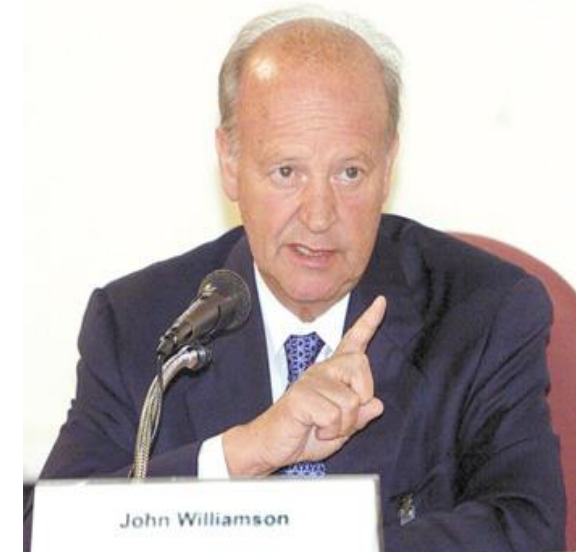
- Cependant, le néolibéralisme ne propose pas d'éliminer l'État mais d'en **réduire la taille**.
- Friedman écrit : « *L'existence d'un marché libre n'élimine évidemment pas le besoin de gouvernement. Au contraire, le gouvernement est essentiel, à la fois comme forum pour déterminer les "règles du jeu" et comme arbitre pour interpréter et faire respecter les règles qui ont été adoptées.* »
- Au final, dans la doctrine néolibérale, l'État est envisagé d'abord et avant tout comme **l'organe qui doit mettre en œuvre les principes constitutionnels du droit privé**, ceux précisément de la « libre concurrence » et de la « propriété privée ».

3. L'État néolibéral

- Selon les néolibéraux, l'État a pour responsabilité essentielle de **produire une législation et un cadre réglementaire avantageux pour les entreprises.**
- Les **politiques économiques néolibérales**, devenues aujourd'hui dominantes, ont ainsi pour objet de **créer un environnement propice aux entreprises et à l'investissement privé notamment étrangers**, à travers :
 - ✓ la **dérégulation des marchés**,
 - ✓ la **réduction du rôle de l'État, des dépenses publiques et de la fiscalité** (en particulier sur le bénéfice des entreprises),
 - ✓ un **contrôle strict de l'évolution de la masse monétaire** pour prévenir les tensions inflationnistes,
 - ✓ la **privatisation des entreprises publiques**
 - ✓ et enfin **l'abaissement du coût du travail.**
- Le but de ces politiques étant de **limiter les freins à l'accumulation du capital** et de **stimuler l'afflux de capitaux étrangers.**

3. L'État néolibéral

- Le néolibéralisme propose une **critique radicale** de l'interventionnisme étatique et, plus spécifiquement de l'**État providence** et du **keynésianisme**.
- Pour les tenants du néolibéralisme, la **libre compétition** des agents économiques animés par la recherche du profit constitue **LE seul vrai moteur du développement économique** national et international.
- Loin d'intervenir comme agent économique, l'État doit favoriser la **libre concurrence** et opter pour une **politique de laisser-faire**.
- Lorsqu'on évoque les "politiques néolibérales", on se réfère généralement au **"consensus de Washington"** défini par l'économiste américain **John WILLIAMSON** à la **fin des années 1980**.



3. L'État néolibéral

Les 10 principes du "Consensus de Washington"

- 1) **discipline budgétaire forte, donc peu de déficits ;**
- 2) **dépenses publiques avec un bon rendement ou une capacité réelle à réduire les inégalités engendrées par le marché ;**
- 3) **diminution des taux marginaux d'imposition ;**
- 4) **libéralisation des taux d'intérêts ;**
- 5) **taux de change compétitifs ;**
- 6) **libéralisation du commerce extérieur ;**
- 7) **ouverture aux investissements étrangers ;**
- 8) **privatisation des entreprises publiques ;**
- 9) **dérèglementation des marchés intérieurs ;**
- 10) **protection accrue de la propriété privée (des capitaux, des brevets, des droits d'investir, de vendre et d'acheter).**

3. L'État néolibéral

- **ATTENTION ! Le néolibéralisme n'est pas un « ultralibéralisme » qui voudrait « faire dépérir l'État » !**
- Le néolibéralisme n'est aucunement un ultralibéralisme qui voudrait **réduire l'État à sa plus simple expression** ; le néolibéralisme met au contraire **l'État au service de son projet économique et social**.
- En réalité, le néolibéralisme est un **nouveau type de libéralisme** qui ne rechigne pas à **utiliser les moyens étatiques** pour imposer partout la **logique de marché**, c'est-à-dire la **logique de la concurrence et de la propriété privée**, au-delà même du marché des biens et des services.
- Mieux, c'est un **interventionnisme gouvernemental** d'un genre très spécial puisqu'il est tourné vers la **transformation managériale de l'État** lui-même afin de le mettre au diapason de la **rationalité capitaliste**.

4. LA THÉORIE MARXISTE DE L'ÉTAT :

L'État collectiviste

4. L'État collectiviste

- La **théorie marxiste** part du principe que l'Etat est lié à la division de la société en classes sociales et que l'Etat est au service de la classe dominante.
- Pour **Karl Marx** et **Friedrich Engels**, l'avènement du Communisme ne peut être pensé comme une réalisation immédiate, mais nécessite une **période de transition** pendant laquelle un **État de transition** (un **État ouvrier et socialiste** accomplissant la **dictature du prolétariat**) **prépare son propre dépérissement**.
- Il est donc possible de distinguer 3 périodes :
 - 1) la destruction de l'État bourgeois** (période révolutionnaire) ;
 - 2) le socialisme et la dictature du prolétariat** (période de transition) ;
 - 3) le communisme**, caractérisé par la **disparition de l'État**, la **libre association de producteurs** et l'**absence de la division de la société en classes antagoniques**.

4. L'État collectiviste

- On distingue donc une **double approche du rôle de l'Etat** dans la théorie marxiste :
 - ✓ D'une part, une **contestation de l'État**, symbole du pouvoir de la classe bourgeoise.
 - ✓ D'autre part, une **affirmation de la nécessité de la dictature du prolétariat et d'un État fort.**
- Ainsi, loin d'exclure le **socialisme d'Etat**, Karl MARX le **prescrit explicitement** : centralisation et concentration du pouvoir aux mains de l'Etat ; propriété étatique du sol et expropriation de la rente foncière ; monopole étatique sur le crédit et l'activité bancaire ; contrôle du transport ; planification industrielle et économique centralisée...

4. L'État collectiviste

- La théorie marxiste va finalement donner naissance à un système économique fondé sur la **propriété collective des moyens de production** et à un **État collectiviste** qui dispose du pouvoir tentaculaire de gérer l'ensemble de l'économie nationale par la **planification**.
- Ainsi, l'**État collectiviste**, qui correspond en gros à la **théorie marxiste de l'État**, a historiquement existé dans les **pays de l'ex-bloc communiste**, i.e. les **anciens pays socialiste** comme l'Algérie entre 1962 et 1989.
- Rappelons que l'**État collectiviste** existe jusqu'à présent en **Chine**, à **Cuba** et en **Corée du Nord**, dans la mesure où ces pays continuent toujours à se revendiquer du « communisme ».
- Comme pour les conceptions précédentes de l'État, les **nature des États collectivistes réellement existants** se sont écartées plus ou moins du **modèle théorique** formalisé par Marx et Engels.
- Il y a en ce domaine des **spécificités nationales irréductibles** : l'État collectiviste soviétique (URSS) n'avait rien à voir avec l'État collectiviste chinois, yougoslave, cubain ou encore algérien.

QUESTIONS DE RÉVISION

→ Le rôle de l'État dans l'économie a évolué énormément au cours de l'Histoire de la pensée et des faits économiques.

*Expliquez brièvement les **différentes conceptions** de la nature et des interventions économiques et sociales de l'Etat, en montrant comment progressivement l'Etat déploie ses prérogatives à d'autres domaines que ceux préconisés par les économistes classiques et néoclassiques.*

*Après avoir décrit le passage de l'**État gendarme** à l'**État providence**, vous préciserez l'influence qu'a eu la « **contre-révolution** » **néolibérale** à partir des années 1980. Enfin, présentez brièvement la **conception marxiste de l'État**.*